

PAGE DE LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC

RECETTES UTILES

GATEAU MOCHA

½ tasse de beurre, 1 tasse de sucre, 3 œufs, ½ tasse de lait, 1 cuillerée à thé de vanille, 3 tasses de farine, 2 cuillerées à thé de Poudre à Pâte Magique. Faire cuire dans un plat peu profond. Le lendemain, couper en morceaux plus longs que larges et glacer sur tous les côtés. Glace: ½ tasse de beurre

Le Bulletin de la Ferme est le seul organe officiel dont la Coopérative se serve pour se tenir en relation avec ses membres.

RECETTES UTILES

crémé avec 2 tasses de sucre pulvérisé, 1 cuillerée de lait, de la vanille. Ajouter des amandes blanchies, puis brunies et hachées.

MÉLANGE

1 livre de dattes, 1 tasse de cassonade, 1 tasse d'eau chaude, faire cuire et mettre entre les biscuits.

Quelques vérités, et conclusions qui en découlent

En marge du discours de l'honorable J.-E. Caron lors de l'assemblée générale des Fermiers Unis

“Ce qui manque, ce ne sont pas les marchés, c'est la préparation des produits pour nos marchés. Il y a toujours un marché pour la bonne marchandise. Les produits de deuxième, troisième et quatrième qualités se vendent toujours mal.”

C'est là un point sur lequel l'honorable Ministre de l'Agriculture a appelé l'attention des Fermiers Unis, lors de leur assemblée du 7 courant, à l'Hôtel Place Viger, Montréal. On ne semble pas, dans nos campagnes, tenir assez compte de l'importance qu'il y a à produire des marchandises de qualité, qui répondent aux exigences, toujours de plus en plus grandes, de consommateurs capables de trouver ailleurs ce dont ils peuvent avoir besoin.

La qualité est plus essentielle à l'obtention de prix profitables que toute autre mesure. Et cependant, peut-être n'y a-t-il pas, chez nous, de question à laquelle on apporte moins d'attention que celle-là. La classification des produits, en plus d'être en butte aux objections multiples que lui suscitent les maisons de commerce, trouve trop souvent, chez nos producteurs même, des adversaires qui se refusent à comprendre son rôle, son importance et les précieux services qu'elle nous rend.

La meilleure organisation de vente ne réussira jamais à vendre profitablement un produit de qualité inférieure et, y réussirait-elle une fois, elle ne pourrait certainement se maintenir en faveur auprès des consommateurs ou des acheteurs dont le patronage lui est nécessaire.

Pour s'assurer la vente profitable de toute marchandise, deux choses sont essentielles: il faut produire un article qui réponde en tout aux exigences de ceux à qui on le destine; il faut éviter toute pratique qui pourrait contribuer de quelque manière que ce soit à diminuer la confiance que nous avons pu créer chez nos acheteurs.

Pour en arriver là, il n'y a qu'un seul moyen: la classification.

Il ne nous manque pas d'exemples pour démontrer la vérité de cet avancé. Mentionner le cas du beurre, du fromage, des œufs, des bluets, etc., c'est faire ressortir le rôle capital que joue la classification dans l'amélioration de nos conditions générales de vente. Un cas, dont nous souffrons présentement dans notre Province, illustre bien que ce ne sont pas tant les marchés qui nous font défaut, que le manque de qualité pour répondre à la demande de ces marchés. Les patates de Québec se vendent actuellement à des prix tout à fait inférieurs; celles qui nous viennent de l'Île-du-Prince-Édouard obtiennent, sur nos marchés à nous, de 20 à 30 sous de plus la poche de 90 livres que nous ne pouvons obtenir pour les nôtres. Or, les experts prétendent que nous pouvons produire chez nous des pommes de terre d'aussi bonne qualité qu'on le peut faire chez nos voisins. La seule différence qui décide les acheteurs à payer ces prix plus élevés, c'est qu'en achetant des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, ils sont sûrs d'avoir un produit de qualité irréprochable. Les producteurs de cette province se sont engagés à ne pas expédier de patates, à moins qu'elles aient subi une classification faite par des officiers spéciaux du gouvernement fédéral. Ils n'ont à offrir qu'une ou deux variétés de patates qui répondent aux besoins du commerce, alors que, chez nous, nous en sommes encore à cultiver une vingtaine de variétés plus ou moins différentes les unes des autres et qui contribuent à nous empêcher de mettre sur le marché un produit uniforme et qui restera toujours incapable de s'attirer la faveur des consommateurs. Nous ne faisons pratiquement pas de classification, en ce qui concerne les pommes de terre.

“Sans la compétence, le cultivateur aujourd'hui ne peut faire concurrence aux fermiers des autres provinces et des autres pays,” dit encore le ministre de l'Agriculture.

L'agriculture, tout comme les autres industries, doit se plier aux conditions nouvelles qui lui sont imposées par les progrès de la science et, surtout, par les développements que les facilités de transport et de communications entre les pays les plus éloignés provoquent dans les relations commerciales. Nous ne sommes plus au temps où nous

n'avions pas à craindre la concurrence des autres, où nos producteurs étaient toujours assurés de trouver acquéreur pour leurs produits, bons ou mauvais.

Les temps et les conditions ont changé. Nous avons maintenant à satisfaire un consommateur qui, si ce qu'on lui offre ne lui convient pas, peut facilement trouver ailleurs ce qu'il désire. Ne voyons-nous pas, dans nos épiceries, du beurre de la Nouvelle-Zélande, venant de plusieurs milliers de milles, à côté du nôtre et offert à des prix tout aussi avantageux que ce qu'on demande pour du beurre de provenance locale? De plus en plus nous devons chercher à fournir au consommateur un produit qui lui donne satisfaction, si nous ne voulons pas voir les produits étrangers supplanter les nôtres dans la faveur de l'acheteur.

Cette concurrence ne peut être évitée. Notre beurre doit rivaliser en qualité avec celui de la Nouvelle-Zélande, nos patates avec celles du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, nos légumes avec ceux de l'Ontario et des États-Unis, et ainsi de suite pour à peu près tous nos produits agricoles.

Il importe donc que nous prenions les moyens pour être aussi compétents et aussi bien organisés que les cultivateurs dont la concurrence est à craindre. Seules l'instruction agricole et la coopération nous permettront de prendre la place que nous ambitionnons dans le commerce mondial des produits agricoles.

Et à ce sujet, M. le Ministre fait ressortir ce que le gouvernement provincial a fait pour notre agriculture. Cette année, le budget destiné à l'agriculture est augmenté de \$500,000.00 et est porté à \$2,200,000.00, soit 6.3 pour-cent du revenu de la Province. Québec se trouve ainsi en tête de toutes les provinces du Dominion, car c'est elle qui, proportionnellement à son revenu, accorde la plus forte subvention au bénéfice de la classe agricole.

Il n'y a pas de doute que cette augmentation dans les allocations qui sont faites à l'agriculture contribuera à améliorer les conditions générales dans lesquelles les cultivateurs doivent évoluer. L'instruction en bénéficiera largement, et il ne peut en résulter que du bien. La production agricole est, de nos jours, subordonnée à tant et tant de problèmes différents, qu'il devient de plus en plus urgent que les cultivateurs soient mieux renseignés sur les difficultés qu'ils ont à affronter et sur les moyens qui leur permettront d'y réussir.

La coopération est un moyen essentiel à l'utilisation complète de nos grands marchés. Il y eut un temps où les cultivateurs s'objectaient facilement à la nécessité de la coopération. La mentalité de la classe agricole n'est plus la même; l'expérience à maintenant démontré au delà de tout doute quel rôle joue la coopération. Les succès qu'a remportés la Coopérative Fédérée de Québec ont largement contribué à populariser la mise en vente des produits agricoles par l'intermédiaire d'une organisation unique représentant les intérêts des producteurs. Mais il y a encore du chemin à faire avant que l'on puisse atteindre tous les cultivateurs. Des 150,000 cultivateurs que nous comptons dans la province de Québec, la Coopérative Fédérée n'en atteint encore que 30,000. C'est dire qu'il reste encore beaucoup à faire avant que l'on puisse généraliser cette pratique de la coopération.

Mais les succès remportés augurent bien; les apôtres de la coopération se font plus nombreux; ses adversaires, voyant leurs efforts en grande partie perdus, se font moins acharnés, d'autant plus que leurs arguments sont moins écoutés. Peu à peu, nous voyons s'ouvrir de nouveaux districts à la pratique de la coopération.

L'école rurale.—Pour jouer le rôle qui lui est dévolu, l'école rurale doit inculquer à l'enfant l'amour du sol, de la terre paternelle, des institutions et des coutumes rurales. Bien plus, elle doit, dans une certaine mesure, préparer fils et filles de cultivateurs aux occupations qui les attendent. Si on allait au fond des causes qui ont poussé nombre de familles à quitter la campagne pour la ville, on découvrirait chez plusieurs le manque de préparation suffisante aux besognes de la ferme. On avait peur de ne pas réussir, parce qu'on ne se sentait pas assez de compétence. Et on a préféré fuir à la ville ou aux États-Unis.

“L'éducation n'est pas la même pour les enfants de la ville et ceux de la campagne; c'est une vérité dont il faut tenir compte. À l'enfant de la ville, on doit donner les conseils qui lui serviront pour vivre dignement en ville. À l'enfant de la campagne, il faut inculquer l'amour de la profession paternelle et de la vie rurale. L'institutrice qui n'aime pas l'agriculture et qui méprisera la main d'un jeune homme parce qu'il se destine à la profession agricole, n'est pas qualifiée pour faire la classe en campagne, si instruite soit-elle.”—**La Voix Nationale.**

1929

V 15 S. Clément Haub
S 16 Les Bx Martyrs Jé
D 17 La Passion.
L 18 S. Cyrille de Jérus
M 19 S. Joseph, époux d
M 20 S. Cuthbert, évêq
J 21 S. Benoît, abbé.

NOTES

Les agronomes.—A la semaine dernière, l'

Monsieur J.-H. L. espérons pouvoir publi un aperçu général de la concurrence, les ma trice, et parla ensuite à s'intéresser davanta élaboré fut suivi att assistance.

Améliorons nos veur d'animaux de ra de vaches laitières d tête de son troupeau

L'Association de A tous ses nouveau tableau de toutes les mé sur papier glacé. et pour membre à vie

Le Calendrier d ment attendue, para édition sera donc trè dide tableau du Pap lui seul vaut le prix servis en janvier se h née.

La Terre de Chez l'U. C. C. On a eu pectus et de nous de Dans l'article-p presque la doublure actualités, une page vétérinaire, prix des bien au contraire.

Nous souhaiton attend de lui et de n Il y a cent quar Le champ est vaste bonne volonté.

Attention

La ligue de Sé régulière tenue mer rapport avec l'amer actuellement soumi

“Attendu que l effortée par les moy ver les règlements, Véhicules-Moteurs

Attendu que le par les automobilist à réduire leur vites cents pieds avant u

Attendu que le proposé de faire di vitesse à huit milles de fer et de lui su moteurs à en venir

Il est conséq vince de Québec a vince relativement No 44 et qu'elle en